

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE
d'autorisation partielle d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 20034021

CLB



*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2005 (remplaçant l'arrêté du 27 décembre 2004), établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2002, autorisant l'exploitation par l'installation classée « E.A.R.L. de la COLLINE » d'un élevage avicole de 84200 animaux équivalents (poules pondeuses) sur le site de « La Colline » en HENANBIHEN;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 mars 2002, autorisant l'exploitation par l'installation classée « E.A.R.L. de FORT CRUCHON » d'un élevage avicole de 57140 animaux équivalents (poulettes), sur le site de « La Ville André » en HENANBIHEN;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 février 2000, autorisant l'exploitation par l'installation classée « Indivision LE TACONNOUX » d'un élevage avicole de 36660 animaux équivalents (soit 16250 poulettes et 20410 poules pondeuses), sur le site de « Le Moulin Madeuc » en HENANBIHEN;

- VU** la demande présentée le 2 novembre 2004 au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. de la COLLINE** », sise « La Colline » en HENANBIHEN, en vue de la restructuration d'un élevage avicole précédemment exploité sur 3 sites [*« La Colline » 104610 poules pondeuses – « La Ville André » 73390 poulettes (précédemment au nom de « E.A.R.L. FORT CRUCHON ») – « Moulin Madeuc » HENANSAL (précédemment au nom de « Indivision LE TACONNOUX ») vidé*] soit un cheptel de 178000 animaux équivalents, avec implantation de 2 unités de transformation des fientes (rubr. 2170) sur le site de « La Colline » en HENANBIHEN (section ZC n° 84-116);
- VU** les plans et mémoires annexés à cette demande ;
- VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU** les délibérations des conseils municipaux de LA BOUILLIE (23 mars 2005) - HENANBIHEN (9 mai 2005) - HENANSAL (19 avril 2005) - PLURIEN (15 avril 2005) - SAINT DENOUAL (16 mars 2005);
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 12 septembre 2005;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 28 octobre 2005 ;
- VU** les observations formulées le 12 décembre 2005 par le pétitionnaire en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports "azotés" ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, doivent permettre de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que l'élevage se trouve situé en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MATIGNON , dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;
- CONSIDERANT** que l'exploitation produit 57638 UN, reprises en totalité par « S.A. LE MEE » ;
- CONSIDERANT** le contrat de reprise du 3 mai 2005 avec « S.A. LE MEE » - effectif concerné : 102569 pl. poules pondeuses - tonnage concerné : 1150 T d'engrais ou amendements organiques – 2 contrats au dossier (1 par site) ;
- CONSIDERANT** le contrat de reprise du 3 mai 2005 avec « S.A. LE MEE » - effectif concerné : 71765 pl. poulettes - tonnage concerné : 294 T d'engrais ou amendements organiques - 2 contrats au dossier (1 par site) ;
- CONSIDERANT** que le dossier présenté porte sur la restructuration et la mise aux normes de la gestion des déjections d'un élevage avicole composé de trois sites autorisés;
- CONSIDERANT** que l'exploitant souhaite rapatrier les effectifs autorisés du site « Le MOULIN MADEUC » vers les deux autres sites;
- CONSIDERANT** que l'installation classée « E.A.R.L. de FORT CRUCHON » est intégrée dans « E.A.R.L. DE LA COLLINE »;
- CONSIDERANT** que le pétitionnaire augmente ses effectifs à « La Colline »: + 20 410 poules pondeuses en cages – « La Ville André » : + 16 250 poulettes en cages ;
- CONSIDERANT** qu'il n'y a pas de modification de la surface des bâtiments existants, seul le changement de l'aménagement intérieur permet une capacité d'accueil plus importante ;

CONSIDERANT que les installations sont à distance réglementaire, y compris les unités de transformation de fientes ;

CONSIDERANT l'avis du 18 février 2004 de la C.D.O.A. au titre du contrôle des structures, quant à la restructuration ;

CONSIDERANT le bail en date du 1^{er} juin 2004 entre « Indivision LETACONNOUX » et « E.A.R.L. de la COLLINE » concernant l'exploitation des poulaillers sis au « Moulin Madeuc et le certificat de cession du droit d'exploiter a également été signé par l'Indivision LE TACONNOUX le 29 mars 2004 en faveur du pétitionnaire;

CONSIDERANT que, le droit d'exploiter ayant été acquis après le 10 janvier 2001, un prélèvement de d'azote de 10% sera effectué - le rapatriement possible ne portera donc que sur 18369 poules pondeuses et 14625 poulettes ;

CONSIDERANT que la désaffectation du site du « Moulin Madeuc » sera assurée par le pétitionnaire en tant que dernier exploitant ;

CONSIDERANT que le plan de gestion des déjections est réalisé par un contrat de reprise avec exportation dans des cantons dont la charge en azote organique d'origine animale est inférieure à 170 unités à l'ha. (Le contrat initial a été remplacé par un contrat avec la « S.A. LEMEE » AUCALEUC : les fientes sont séchées et transformées en engrais organique sur chaque site - La capacité de transformation et de stockage est suffisante) ;

CONSIDERANT que la gestion des déjections, dans les trois sites, était précédemment assurée par des contrats de reprise et qu'aucune modification n'est à prendre en compte à ce titre ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1ER -

1°) La demande présentée le 2 novembre 2004, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. de la COLLINE », en vue de la restructuration d'un élevage avicole précédemment exploité sur 3 sites, soit un cheptel de *178000 animaux équivalents*, avec implantation de 2 unités de transformation des fientes (rubr. 2170) sur les sites de « La Colline » et « La Ville André » en HENANBIHEN, **est refusée en l'état** ;

2°) **A.** - L'installation classée « E.A.R.L. de la COLLINE », sise en HENANBIHEN au lieu-dit « La Colline » est autorisée à exploiter en HENANBIHEN aux lieux-dits « La Colline » (section ZC n°: 116) et « La Ville André » (section YK n°: 39), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de **174334 animaux-équivalents volailles en présence simultanée**, répartis respectivement en 102569 poules pondeuses (oeufs de consommation) et 71765 poulettes, sous réserve que la rotation des productions avicoles permette de limiter à 57 638 kg par an, la quantité d'azote produite.

Cet élevage sera réparti comme suit :

« La Colline »	« La Ville André »	
102569 poules pondeuses (oeufs de consommation)	71765 poulettes	174334 animaux-équivalents
<i>Total : 102569 animaux</i>	<i>Total : 71765 animaux</i>	<i>Total : 174334 animaux-équivalents</i>

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation (rubrique 2111 - 1° de la nomenclature), le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

B. - Il est donné acte au pétitionnaire, au titre de « L'E.A.R.L. DE LA COLLINE », de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également à ces adresses une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 4,35 tonnes par jour.

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3.3.3 et 3.4 ci-après.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

2.1. AMENAGEMENT DES BATIMENTS :

2.1.1. La surface totale des poulaillers ne devra pas dépasser, site de « La Colline »: 3780 m², site de « La Ville André »: 2145 m².

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc ...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit

2.2. - PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.3 - Autre :

2.3. - L'arrêt des poulaillers du site « Le Moulin Madeuc » en HENANSAL sera effectif dès le transfert des animaux vers les autres sites.

Les deux poulaillers seront ensuite désaffectés (enlèvement des silos d'aliments et du matériel d'élevage), dans un délai maximal de 3 mois après l'arrêt de l'exploitation.

Les bâtiments seront ensuite maintenus en bon état d'entretien ou démolis. La remise en état du site sera réalisée conformément aux réglementations en vigueur (permis de démolir, amiante etc.).

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de séchage des fientes et un hangar de stockage en annexe de son installation.

3.1 - DISPOSITIONS GENERALES

3.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

3.1.2. Modifications

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.1.3. Dossier installation classée

L'éleveur doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- a) le dossier de déclaration,
- b) les plans tenus à jour,
- c) l'acte administratif réglementant l'activité,

d) les documents et analyses visés à l'article 3.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2 - IMPLANTATION - AMENAGEMENT

3.2.1. Règles d'implantation

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

a) à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

b) à au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

c) à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages ;

d) à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

3.2.2. Intégration dans le paysage

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, engazonnement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

3.2.3. Interdiction d'habitation au-dessus des installations

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

3.2.4. Accessibilité - voie de circulation.

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

3.2.5. Installation de séchage.

3.2.5.1. - La fabrication des produits (fientes déshydratées) sera réalisée :

a) par un système de préséchage des fientes dans les poulaillers

b) par séchage et maturation des fientes dans un hangar aménagé d'une surface permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

3.2.5.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU 42-001.

3.2.5.3. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres .

3.2.5.4. - La durée d'entreposage sur le site sera inférieure à un an.

3.2.5.5. - La fabrique d'engrais et supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard deux mois à compter de la date du présent arrêté.

3.2.6. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.3 - EXPLOITATION - ENTRETIEN.

3.3.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.3.2. Propreté.

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

3.3.3 Utilisation de l'engrais organique.

* ENGRAIS ORGANIQUE UTILISE COMME PRODUIT COMMERCIAL DESTINE A ETRE MIS SUR LE MARCHE

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les fientes séchées doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-4.

* ENGRAIS ORGANIQUE UTILISE COMME MATIERE PREMIERE POUR LA FABRICATION DE MATIERE FERTILISANTE OU SUPPORT DE CULTURE VERS UNE UNITE INSTALLATION CLASSEE SOUS LA RUBRIQUE 2170".

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité conformément à l'article 3.4.

3.4. GESTION DES FLUX - TRAÇABILITE

Une convention est établie avec la « S.A. LEMEE » 22100 AUCALEUC, qui assure la mise sur le marché pour 1 586 tonnes d'engrais organique par an, soit 57638 unités d'azote.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) les dates de départs,
- b) les références de lot,
- c) la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- d) les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- e) le nom du transporteur,
- f) les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

3.5. - PREVENTION DES RISQUES INCENDIE.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- a) d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à prévenir ;
- b) d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux dangers à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- c) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d) de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

3.6. - AIR - ODEURS.

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- a) des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- b) pour les installations ou stockages situés en extérieur, un système de bâchage sera mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières connues.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de HENANBIHEN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de HENANBIHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du pétitionnaire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8:

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales du 14 janvier 2002, du 28 mars 2002 et du 22 février 2000 susvisées.

ARTICLE 9 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de DINAN,

Le Maire de HENANBIHEN,

L'Inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au pétitionnaire, pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, et pour information aux maires de LA BOUILLIE - HENANSAL - PLURIEN - SAINT DENOUAL - RUCA.

SAINT-BRIEUC, le 20 DEC. 2005

LE PREFET,

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général
Jacques MICHELOT

